

Résumé

Répondre la relation entre les données et le pouvoir

Une feuille de route pour mettre les valeurs au centre des données

Ce résumé condense les principaux thèmes et messages du livre blanc Data Values afin de faciliter la consultation et la contribution du public. Nous encourageons les partenaires à commenter ce résumé ou [le livre blanc complet](#).



1. Introduction

Face aux craintes croissantes d'exclusion et de préjudice perpétrés par des systèmes basés sur les données, le projet Data Values a cherché, début 2021, à comprendre quels principes doivent sous-tendre l'avenir des données pour le développement afin de libérer l'énorme potentiel de Data for Good (l'utilisation des données pour l'intérêt général). De là est née la nécessité d'examiner de manière critique la façon dont le pouvoir est distribué dans la production, le partage et l'utilisation des données, et la façon dont l'utilisation et la gouvernance des données peuvent remettre en question ou exacerber les déséquilibres de pouvoir existants.

La connectivité mondiale et l'innovation des données sont à l'origine de changements sociaux massifs – pour le meilleur et pour le pire. Les données façonnent notre vie quotidienne et imprègnent le paysage économique et social de tous les pays du monde.¹ L'accès à de nouvelles sources de données et l'évolution de la technologie ont considérablement accru la mesure et le suivi des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies (ONU), générant des informations essentielles sur les progrès et les écueils des efforts mondiaux en faveur du changement. De telles collecte et utilisation généralisées des données ont transformé la façon dont les gens plaident pour le

¹United Nations. (2020) 'Roadmap for Digital Cooperation,' *United Nations* [en ligne]. Disponible sur : https://www.un.org/en/content/digital-cooperation-roadmap/assets/pdf/Roadmap_for_Digital_Cooperation_EN.pdf

changement et dont les décideurs politiques et les responsables du développement comprennent les besoins des communautés et y répondent.

Pourtant, des obstacles majeurs entravent le potentiel des données pour améliorer les vies. Beaucoup trop de personnes restent exclues des données, rendues invisibles par les statistiques officielles.² D'autres sont affectées par leur inclusion dans les données, qui peut représenter un danger pour leur vie privée, leur sécurité et leur autonomie.³ Parfois, les données existantes sont inutilisées ou sous-utilisées par les décideurs politiques.⁴ De nombreuses solutions de gouvernance des données sont descendantes et ne permettent pas aux gens d'influencer les résultats qui les affectent ou de demander des comptes à ceux qui détiennent le pouvoir.⁵ Les agences de développement collectent et utilisent les données principalement à la demande des donateurs, qui font souvent double emploi et sont décalées par rapport aux priorités des gouvernements locaux et de la société civile.⁶ Les données et la prise de décision automatisée peuvent renforcer les inégalités structurelles, en grande partie dans les coulisses.⁷ Ces inégalités concentrent encore davantage le pouvoir et les avantages des données entre les mains d'un petit groupe de décideurs des pays riches.

Ces questions font aujourd'hui l'objet d'un dialogue public, d'un débat et d'une attention sans précédent. Pourtant, cette prise de conscience ne s'est pas encore traduite par une action collective au sein du secteur du développement pour s'attaquer aux dynamiques de pouvoir inégales qui sous-tendent trop souvent la conception, la collecte, l'utilisation et la gouvernance des données. Il n'existe pas d'action cohérente et généralisée dans les secteurs du développement et de l'humanitaire pour mettre en place des systèmes de données plus équitables. À l'approche de la date butoir pour la réalisation des ODD, il est urgent de réinventer la relation entre les données, le pouvoir et le développement et d'établir un consensus autour d'une vision pratique pour un avenir plus équitable pour ce qui est des données.

² Open Data Watch and Data2X. (Mars 2019) "Bridging the Gap: Mapping Gender Data Availability in Africa, Technical Report. Disponible sur : <https://data2x.org/resource-center/bridging-the-gap-mapping-gender-data-availability-in-africa/>.

³ Thinayane M. and Christine D. (2021) 'Dimensioning Data Marginalization: Social Indicators Monitoring,' *Development* 64, 119–128 [en ligne]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00284-2>

⁴ Custer, S. & Sethi, T. (Eds.) (2017). *Avoiding Data Graveyards: Insights from Data Producers & Users in Three Countries*. Williamsburg, VA: AidData at William & Mary.

⁵ "World Development Report 2021: Data for Better Lives." (2021) The World Bank. <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2021>

⁶ Anderson, Bill and Bernard Sabiti. (2022) "Data disharmony: How can donors better act on their commitments?" papier de discussion, Initiatives de développement. 2 mars 2022. Disponible sur : <https://www.devinit.org/resources/data-disharmony-how-can-donors-better-act-on-their-commitments/>

⁷ Par exemple : <https://www.technologyreview.com/2020/07/17/1005396/predictive-policing-algorithms-racist-dismantled-machine-learning-bias-criminal-justice/>

Ce livre blanc a été élaboré en réponse aux appels lancés par le réseau du Partenariat mondial pour les données sur le développement durable (le Partenariat mondial) pour formuler une position plus claire sur les considérations normatives qui doivent guider les données dans le développement et élaborer un programme de changement par le biais d'un plaidoyer collectif.⁸

Ce résumé du livre blanc, basé sur une consultation d'un an avec plus de 240 personnes de 55, commence par reconnaître que les données reflètent les croyances, les valeurs et les choix des personnes qui conçoivent, produisent et contrôlent les données et les outils connexes. Il cherche à souligner les différentes manières dont les données et les systèmes de données peuvent contribuer à lutter contre l'injustice et les déséquilibres de pouvoir.⁹ Le livre blanc vise à apporter une clarté conceptuelle aux thèmes clés émergeant du projet Data Values, à mettre en lumière les bonnes pratiques et à partager des recommandations pour le changement. Son analyse servira de base à l'élaboration d'un plan d'action visant à rééquilibrer le pouvoir dans et par les données au moyen de la sensibilisation, du dialogue et de l'apprentissage collectifs. Parallèlement à cette campagne mondiale, les défenseurs et les acteurs du changement mèneront des actions de plaidoyer localisées en adaptant les recommandations d'actions aux niveaux local, sectoriel et régional.

Les trois thèmes des chapitres du document – capacité d'agir, responsabilité et action – font référence aux résultats qui caractérisent un système de données juste, depuis les étapes de la collecte à l'utilisation et à la réutilisation dans la prise de décision. La capacité d'agir fait référence au pouvoir de contrôler les données personnelles ou communautaires et de décider si, quand et avec qui les partager. La **responsabilité** est l'obligation pour les décideurs de justifier leurs décisions et de leurs actions et pour les personnes d'influencer les décisions de gouvernance des données et de demander des comptes aux puissants. L'**action** fait référence à l'utilisation efficace des données pour le bien public et au rôle des personnes et des partenariats, des facteurs essentiels, mais insuffisamment pris en compte pour garantir que les données sont utilisées pour améliorer les vies.

⁸Berdou, et al. (2021) 'Evaluation of the Global Partnership for Sustainable Development Data,' *Itad* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.data4sdgs.org/itad-evaluation>

⁹ Ce document s'inspire des idées de Catherine D'Ignazio et Lauren Klein, qui décrivent le pouvoir comme « la configuration actuelle des privilèges structurels et de l'oppression structurelle, dans laquelle certains groupes bénéficient d'avantages non mérités – parce que divers systèmes ont été conçus par des gens comme eux et fonctionnent pour des gens comme eux – et d'autres groupes sont systématiquement désavantagés – parce que ces mêmes systèmes n'ont pas été conçus par eux ou avec des gens comme eux à l'esprit ». Consultez : D'Ignazio, C and Klein, L (2020) '1. The Power Chapter,' in *Data Feminism*. MIT Press [en ligne]. Disponible sur : <https://data-feminism.mitpress.mit.edu/pub/vi8obxh7/release/4>

2. Pouvoir d'action des données



La capacité d'agir est définie comme « la capacité des personnes à choisir et à provoquer des changements de manière active et indépendante ». ¹⁰ Dans le contexte des données, la capacité d'agir comprend le contrôle de ses propres données et la capacité de choisir si, quand et avec qui les partager, ainsi que de savoir si et comment on est pris en compte. ¹¹

Cette définition s'applique à la fois aux individus et aux communautés. Parce que les données personnelles peuvent avoir un impact considérable sur les communautés, la capacité d'action collectif sur les données fait référence à la nécessité pour les groupes de prendre part à la conception, à la collecte, à l'analyse, à l'interprétation et à la présentation des données. ¹² Un manque de capacité d'agir à l'un ou l'autre niveau signifie que les gens sont exclus et incapables de participer ou d'influencer les décisions qui affectent leur vie.

Les données peuvent soit remettre en cause, soit renforcer les relations de pouvoir inégales dans la société, ce qui se manifeste par la manière dont les données rendent les personnes et les groupes visibles ou invisibles pour les décideurs.

Les données peuvent être utilisées pour renforcer la capacité d'action personnelle et communautaire, accroître la visibilité des personnes auprès des décideurs au sein du gouvernement et des organisations de développement, et créer des voies pour la transparence et la responsabilité. La collecte de données qui reflètent les inégalités sociétales entre les personnes en fonction de la race, du sexe et d'autres facteurs croisés permet également aux décideurs de s'attaquer aux disparités entre les groupes. Les instituts nationaux de statistique ont un rôle important à jouer en tant que gardiens de la collecte de données officielles et de la production de statistiques. La désagrégation standard des données est une base importante et la première étape pour révéler ces inégalités, mais elle n'est pas suffisante en soi. D'autres approches analytiques et

¹⁰ Open Education Sociology Dictionary (no date) 'Agency,' Open Education Sociology Dictionary [en ligne]. Disponible sur : <https://sociologydictionary.org/agency/>

¹¹ Slotin, J and McLaren, J (2021) 'Exploring routes individual and collective data agency,' *Global Partnership for Sustainable Development Data* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.data4sdgs.org/news/exploring-routes-individual-and-collective-data-agency>

¹² Paradigm Initiative (2021) 'COVID-19 and Digital Right: A Compendium on Health Surveillance Stories in Africa,' *Paradigm Initiative* [en ligne]. Disponible sur : <https://paradigmhq.org/report/covid-19-and-digital-rights-a-compendium-on-health-surveillance-stories-in-africa/> et Tisné, M. (2020) 'The Data Delusion,' *Luminate* [en ligne]. Disponible sur : <https://luminategroup.com/posts/report/the-data-delusion>

moyens de saisir les expériences vécues des personnes par les données peuvent révéler les inégalités structurelles et les normes sociales qui se croisent.

Mais les données peuvent également renforcer les relations de pouvoir inégales, notamment en rendant les personnes ou les groupes invisibles, ce qui peut discréditer leur capacité d'action et exacerber les inégalités. Lorsque des personnes ne sont pas prises en compte ou ne sont pas représentées de manière appropriée dans les données officielles, elles sont invisibles pour les décideurs du gouvernement et des organisations de développement.¹³ Les personnes peuvent être exclues des données pour toute une série de raisons, comme le fait de vivre dans des endroits difficiles à atteindre ou de ne pas avoir de domicile stable. Dans certains cas, des personnes peuvent choisir de ne pas être prises en compte, soit par manque de confiance dans les institutions ou les décideurs, soit par peur d'être reconnues, surveillées ou ciblées par les gouvernements.¹⁴ Dans d'autres cas, les personnes sont mal représentées ou rendues invisibles lorsque les données collectées ne reflètent pas fidèlement les priorités ou les caractéristiques importantes pour ces communautés.

Les personnes qui contrôlent la conception et la production des données influent sur la représentation et l'inclusion des personnes – en particulier celles qui sont marginalisées – dans les processus de collecte des données et dans les prises de décision correspondantes.

Les inégalités structurelles sont renforcées lorsque la conception, la collecte et l'analyse des données sont des processus descendants contrôlés par les personnes et les groupes les plus puissants de la société. Trop souvent, ces processus mesurent les niveaux de privation ou d'assimilation (par exemple, « À quel point ces personnes sont-elles plus pauvres que la majorité ? ») au lieu de fournir une image holistique des conditions de vie et du bien-être des personnes qui reflète leur résilience, leurs forces et leurs besoins.¹⁵ Ce problème peut être résolu lorsque les personnes et les communautés sont activement impliquées dans l'élaboration des données.

¹³ Thinayane M. and Christine D. (2021) 'Dimensioning Data Marginalization: Social Indicators Monitoring,' *Development* 64, 119–128 [en ligne]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00284-2>

¹⁴ Data Values Project Focus Group Discussion 1 (14 octobre 2021) 'What does genuine inclusion through data look like and how do we make this a standard practice?' and Kenya Revenue Authority. (aucune date) 'Social Media Posts Inspiring Tax Compliance Says KRA,' *Kenya Revenue Authority* [en ligne]. Disponible sur : <https://kra.go.ke/en/media-center/news/1506-social-media-posts-inspiring-tax-compliance-says-kra>

¹⁵ Phillips, Gwen and Tom Orrell. (2021) "We are here! - #DataValues Fireside Chats." Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=_ojbnGrE7-A&list=PLi5qXhh-ze8Cz2J_h86sKcp1BCN9qZ74r&index=2&t=45s

Au-delà de la désagrégation des données et des approches intersectionnelles, il est essentiel d'explorer les moyens permettant aux personnes et aux communautés – en particulier celles qui sont marginalisées – de participer à chaque étape de la création, de l'analyse et de l'utilisation des données. En s'impliquant dans les processus de données, les personnes peuvent souligner les différentes perspectives et influencer la prise de décision et la mise en œuvre des programmes.

Grâce à des processus de données participatifs, les personnes peuvent également renforcer leurs compétences en ce qui concerne les données et leur capacité à les utiliser pour promouvoir le changement. Ces approches créent également des incitations et des mécanismes permettant aux personnes d'accéder aux données et de fournir des commentaires sur la qualité des services. Les efforts visant à rendre les données ouvertes tout en préservant la vie privée garantissent que les gens peuvent mettre en doute et influencer la prise de décision. Ce sont là les fondements de la transparence et de la responsabilité qui renforcent l'action des personnes et des communautés et leur confiance dans les systèmes de données et les décideurs.

Le livre blanc identifie trois caractéristiques des approches inclusives : la représentation, la co-création et la vérification. Ces approches permettent aux personnes de s'engager dans la production et l'utilisation des données, ainsi que de participer à la prise de décision concernant les données à collecter et la manière dont elles doivent être produites et analysées.

Lorsque les personnes sont **représentées** dans les données, des efforts sont faits pour s'assurer qu'elles sont à la fois visibles et représentées avec précision. Cela implique en général la désagrégation des données en fonction d'une ou plusieurs caractéristiques et signifie que les producteurs de données cherchent de manière proactive à inclure les personnes qui sont souvent laissées de côté.

Les gens sont plus enclins à s'intéresser aux données lorsqu'ils participent à leur création. C'est la **co-création** : lorsque les points de vue, les expériences vécues et les perceptions des communautés sont intégrés dans la phase de conception des projets axés sur les données. Par contre, la co-création peut demander beaucoup de temps et de ressources, et elle nécessite un certain niveau de connaissance des problèmes et la volonté des citoyens de partager leurs points de vue et leurs expériences.

Enfin, la **vérification** est le moment où les gens fournissent des commentaires et peuvent contribuer à la manière dont les données sont créées, traitées et utilisées en fonction de priorités spécifiques. Par le biais de cette approche, des comités ou des groupes sont chargés de veiller à ce que les besoins et les priorités des personnes soient inclus et

protégés dans les données. Les processus de vérification présentent toutefois le risque d'être symboliques et exigent que les personnes choisissent des intermédiaires de confiance pour représenter leurs communautés.

Il n'existe pas d'approche unique. Une combinaison de ces caractéristiques doit être appliquée afin de maximiser les avantages et d'étendre le pouvoir d'action des personnes par les données.

Les approches inclusives peuvent maximiser les avantages, étendre le pouvoir d'action et redistribuer le pouvoir, mais elles doivent être entreprises de manière systématique afin que l'inclusion soit intégrée dans tous les systèmes de données.

L'intégration systématique de l'inclusion doit être un objectif central de l'intendance des données (ou "data stewardship" en Anglais). Elle exige un investissement délibéré en temps et en compétences pour remettre en cause les mentalités et modifier le pouvoir. Dans les secteurs public et privé, l'intendance des données a été décrite comme une fonction ou un ensemble de fonctions visant à faciliter la production, la gestion, le partage et l'utilisation des données au sein des organisations et entre elles, de manière responsable et digne de confiance.¹⁶ La confiance est fondamentale pour gérer les données dans l'intérêt public et nécessite donc de prendre en compte les déséquilibres de pouvoir qui existent dans les systèmes de données et la façon dont ils peuvent être résolus par plus d'inclusion et de participation.



3. Responsabilité dans la gouvernance des données

Les décideurs doivent être tenus responsables de la manière dont les données sont collectées, gérées, stockées et utilisées. La responsabilité doit être intégrée à toutes les étapes de la gouvernance des données et ne doit pas être traitée comme une réflexion après coup lors de l'examen des dirigeants et des institutions. Les mécanismes participatifs de

¹⁶ United Nations Economic and Social Council (2021) 'Report of the Working Group on Data Stewardship' *United Nations Economic and Social Council* [en ligne]. Disponible sur :

<https://unstats.un.org/unsd/statcom/53rd-session/documents/2022-5-DataStewardship-E.pdf>;
Govlab (2020) '(Re-)Defining the Roles and Responsibilities of Data Stewards for an Age of Data Collaboration' *Govlab* [en ligne]. Disponible sur : <https://thegovlab.org/static/files/publications/wanted-data-stewards.pdf>;

Ada Lovelace Institute (2021) 'Disambiguating data stewardship' *Ada Lovelace Institute* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.adalovelaceinstitute.org/blog/disambiguating-data-stewardship/>

gouvernance des données sont essentiels pour assurer la responsabilité, car ils offrent des espaces de délibération, d'élaboration de consensus et de contrôle public en complément des mécanismes formels, et parfois de surveillance.

Les mécanismes formels de gouvernance des données (lois, politiques et institutions) fournissent le cadre en matière de responsabilité, mais ils ne sont pas suffisants en soi.

Les mécanismes participatifs de gouvernance des données qui permettent aux personnes d'influencer les décisions ou les résultats constituent un complément essentiel aux mécanismes formels. Ils comprennent une série d'approches, d'institutions et de forums conçus pour favoriser la transparence et créer un espace pour que les intérêts des personnes soient représentés dans la prise de décision. Les mécanismes participatifs peuvent fonctionner à l'intérieur, à l'extérieur ou à côté des mécanismes formels de gouvernance des données.

Ces mécanismes impliquent directement ou indirectement les personnes dans la gouvernance des données et adoptent des approches comme les **informer** sur la manière dont leurs données seront gouvernées, les **consulter** et obtenir des informations sur leurs préoccupations, les **impliquer** pour s'assurer que leurs préoccupations sont prises en considération, **collaborer** avec elles dans la conception de modèles de gouvernance des données, et enfin leur **donner les moyens** en soutenant leurs décisions sur la gouvernance des données.¹⁷

Encourager la participation à la gouvernance des données par une ou plusieurs de ces approches est déjà en cours dans le monde entier et conduit à assurer un plus haut niveau de responsabilité. Par exemple, des conseils ou des comités composés de parties prenantes locales peuvent examiner minutieusement la gestion des données d'un projet ou d'une organisation dans le cadre d'un processus collaboratif, afin de s'assurer qu'elle répond aux besoins locaux aux stades de la conception et de la mise en œuvre.¹⁸

Une autre approche consiste, pour les communautés, à établir et à mettre en œuvre leurs propres principes de gouvernance des données. Les communautés autochtones ont été

¹⁷ "Participatory data stewardship." (2021) Ada Lovelace Institute. Disponible sur : <https://www.adalovelaceinstitute.org/report/participatory-data-stewardship/>

¹⁸ En voici un exemple : Data-Pop Alliance's Councils for the Orientation of Development and Ethics (CODE) sont des groupes consultatifs composés de parties prenantes indépendantes et locales qui fournissent au projet des conseils éthiques pour la collecte et l'utilisation des données. Yanez, L and E. Letouzé (2021) 'The CODE for building participatory and ethical data projects,' *Data Values Project* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.data4sdgs.org/news/code-building-participatory-and-ethical-data-projects>

à l'avant-garde dans l'établissement des principes pratiques et éthiques pour la gouvernance des données concernant leurs communautés, en partant du constat que des informations exactes et opportunes sont essentielles pour faire face aux impacts durables de la colonisation et du racisme systémique.¹⁹ Ces processus constituent un complément important aux mécanismes de gouvernance formels en transférant le pouvoir aux communautés concernées et en créant des voies de responsabilisation.

Les mécanismes participatifs de gouvernance des données sont essentiels pour transférer le pouvoir aux personnes et favoriser la responsabilité dans la pratique.

L'intégration de la participation dans la gouvernance des données peut garantir que les systèmes de données de l'avenir seront responsables devant les personnes qu'ils servent et que les avantages des données seront partagés équitablement. Ces mécanismes informels combinent une diversité de points de vue pour équilibrer les intérêts divergents et modifier les asymétries de pouvoir. Ils favorisent la transparence par le biais d'une communication ouverte et d'échange d'informations, ce qui crée un espace pour le contrôle. Ils créent des opportunités d'apprentissage entre toutes les parties prenantes : experts et profanes, producteurs et utilisateurs de données, fonctionnaires et membres de la communauté.

Cela permet d'instaurer des pratiques fiables pour ce qui est des données, d'accroître la maîtrise des données et de démystifier la technologie et la gouvernance des données. Plus importants encore, les mécanismes participatifs peuvent être adaptés à des contextes spécifiques et fonctionner de façon permanente, ce qui leur permet d'être agiles et d'évoluer. La législation, la réglementation et les institutions sont lentes à s'adapter au changement, et donc, lorsqu'elles sont accompagnées de mécanismes participatifs, elles sont mieux équipées pour s'adapter à notre monde numérique en constante évolution.

Pour mettre en place ces mécanismes, les organisations doivent faire face aux compromis et aux coûts supplémentaires inhérents à l'élargissement de la participation à la gouvernance des données.

De nombreux exemples montrent clairement que la gouvernance participative est non seulement possible, mais qu'elle est déjà mise en œuvre dans de nombreux contextes et

¹⁹ The First Nations. (2021) 'The First Nations Principles of OCAP,' *The First Nations* [en ligne]. Disponible sur : <https://fnigc.ca/ocap-training/>.

endroits dans le monde. Néanmoins, les organisations dont le but est d'accroître la participation devront faire face à des compromis inévitables pour:

- équilibrer les intérêts individuels et collectifs;
- éviter les mesures symboliques;
- rémunérer de manière éthique les personnes pour leur temps et leurs contributions;
- faire des compromis entre la possibilité d'une implication directe dans la prise de décision et le nombre de personnes pouvant être directement consultées; et
- garantir que les personnes disposent des connaissances, des compétences, des capacités, des ressources, du temps et de la volonté nécessaires pour prendre part à ces processus.

La création d'une participation et d'une responsabilisation réelles dans la gouvernance des données n'est possible que grâce à des efforts intentionnels, bien planifiés et flexibles. Par-dessus tout, les mécanismes de participation doivent protéger les personnes et ne pas les mettre en danger.

Pour que la responsabilité existe dans la pratique, les règles doivent être appliquées, les décisions et les actions doivent être inclusives et transparentes, et les gens doivent être en mesure de vérifier que ceux au pouvoir font ce qu'ils ont dit qu'ils feraient. Pour cela, il faut une gouvernance des données solidement fondée sur des lois, des politiques et des institutions, et étayée par des mécanismes participatifs qui permettent aux communautés concernées d'être informées et d'avoir leur mot à dire sur la manière dont leurs données seront gérées et utilisées.

4. Les données en action



Le potentiel des données pour changer les résultats du développement et, en fin de compte, redresser les déséquilibres de pouvoir, réside dans leur utilisation efficace pour éclairer la prise de décision et produire des politiques plus justes. Pour prendre des décisions fondées sur des données probantes, il faut disposer de données de haute qualité et à jour. Pourtant, une grande partie des données existantes reste inutilisée, inexploitée ou sous-utilisée. Cet échec alimente de mauvaises politiques et des programmes inefficaces, bénéficie aux plus puissants de la société qui profitent en perpétuant le statu quo, et abandonne les personnes marginalisées.

Comprendre les obstacles à l'utilisation durable des données est un facteur essentiel, mais insuffisamment pris en compte pour garantir que les données améliorent les vies. Les facteurs humains qui ont un effet sur l'utilisation des données – motivations des personnes, incitations à collaborer, capacités, compétences, cultures et contraintes institutionnelles et organisationnelles – reçoivent beaucoup moins d'attention que les questions techniques liées à la qualité et à l'accessibilité des données, même s'ils semblent avoir une plus grande influence sur l'utilisation des données.²⁰ Ces facteurs humains sont difficiles à identifier et encore plus difficiles à corriger, mais ils sont loin d'être insolubles.

L'utilisation durable des données par les décideurs ne va pas de soi. Les facteurs humains et relationnels ont une incidence sur l'utilisation des données et sur la mesure dans laquelle elles sont utilisées à leur plein potentiel.

La confiance est à la fois un catalyseur et un résultat de l'utilisation des données. Pour que les décideurs utilisent les données, ils doivent avoir confiance dans leur validité et leur fiabilité. De même, le public doit pouvoir faire confiance, non seulement aux données elles-mêmes, mais aussi à la crédibilité des producteurs de données, des institutions publiques et des décideurs qui utilisent ces données.²¹

²⁰Barbero M. (2022) 'Embedding data use in development practices,' *Global Partnership for Sustainable Development Data* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.data4sdgs.org/resources/embedding-data-use-development-practices>

²¹Orrell T. (2021) 'Towards a framework for governing data innovation: Fostering Trust in the Use of Non-Traditional Data Sources in Statistical Production,' *Data Ready, SDSN TreNDS, and Open Data* [en ligne]. Disponible sur : <https://static1.squarespace.com/static/5b4f63e14eddec374f416232/t/6061c9994f9237430a22291d/1617021339239/Trust+in+Statistics-L3.pdf>

L'utilisation efficace des données exige une collaboration entre les différentes parties du gouvernement, les secteurs et les communautés.²² Les ruptures dans la communication et la coordination peuvent laisser des données inexploitées pour relever les défis publics.²³ Les individus qui participent à la conception, à la fourniture, à la collecte, à l'analyse, à l'interprétation et à l'utilisation des données sont un élément crucial pour permettre une utilisation des données qui donne le pouvoir aux citoyens.

Des changements généralisés dans la culture organisationnelle au sein des gouvernements, des entreprises et du secteur à but non lucratif sont nécessaires pour réaliser le potentiel de l'utilisation des données publiques et privées pour le bien public. Les mauvaises cultures d'utilisation des données, notamment au sein des gouvernements et des entreprises, exacerbent les asymétries de pouvoir. Lorsque les données sont thésaurisées, les avantages qu'elles procurent ne profitent qu'à un petit nombre de personnes. La société ne peut pas accéder à leur pleine valeur. De même, ne pas collecter, analyser ou utiliser les données par crainte d'effets négatifs revient à gâcher l'énorme potentiel des données, dont une grande partie existe déjà.²⁴ Ce n'est qu'en transformant la culture organisationnelle, en travaillant en partenariat et en responsabilisant les dirigeants que nous pourrions libérer pleinement le pouvoir des données pour provoquer un changement social positif.

Il est essentiel de doter les gens des compétences nécessaires pour comprendre, analyser et utiliser les données afin d'accroître leur utilisation au profit du public.

La maîtrise des données, ou la capacité des personnes à comprendre et à analyser les données et à prendre des décisions à leur sujet, est le fondement d'une utilisation efficace des données. Autrefois considérée comme un domaine technique réservé aux chefs d'entreprise et aux fonctionnaires, la prolifération des données et des plateformes logicielles a étendu la maîtrise des données à la sphère publique au sens large. Désormais, les personnes dans les organisations, et en particulier dans les fonctions de

²² Ramage S and Slotin J. (2021) 'Why people are essential in data interoperability,' *Global Partnership for Sustainable Development Data* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.data4sdgs.org/news/why-people-are-essential-data-interoperability>

²³ "From local needs to local knowledge: better data to end hunger." (2021) The Global Partnership. Disponible sur : https://www.data4sdgs.org/sites/default/files/2021-07/From%20Local%20Needs%20to%20Local%20Knowledge-%20Better%20data%20to%20End%20Hunger_July%202021.pdf

²⁴ Open Data Institute (2021) 'Our Theory of Change,' *Open Data Institute* [en ligne]. Disponible sur : <https://theodi.org/about-the-odi/our-vision-and-manifesto/our-theory-of-change/#1531394343060-45b9d19a-7776>

direction, doivent se sentir capables d'évaluer et de prendre des décisions sur la base des données. Et le grand public doit acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour demander des comptes aux décideurs sur l'utilisation des données. Le renforcement des compétences en ce qui concerne les données est essentiel pour accroître l'utilisation des données par les personnes, les organisations et les gouvernements.²⁵

La maîtrise des données doit adopter une approche centrée sur la communauté. Les communautés doivent s'intéresser collectivement aux promesses et aux dangers des données. La maîtrise des données doit permettre aux communautés de demander des comptes aux gouvernements et être utilisée pour résoudre leurs propres problèmes.

Les données attribuent aux décideurs un pouvoir immense pour prendre des décisions dans l'intérêt du public. Pour que cela se produise, les dirigeants et les gestionnaires de données des secteurs public et privé doivent aller au-delà des mécanismes d'accès et de partage des données pour créer la confiance, établir des relations, investir dans les compétences en ce qui concerne les données et créer des incitations à utiliser les données pour l'intérêt général .

5. Conclusion et recommandations

Le consensus qui se dégage du projet Data Values est de militer pour des actions qui transféreront le pouvoir aux personnes les plus touchées par la production et l'utilisation des données. Pour cela, il faut des changements qui favorisent l'action individuelle et collective, encouragent une gouvernance responsable des données et garantissent que les données sont utilisées pour des actions qui améliorent le bien-être. Les personnes pourraient ainsi façonner la manière dont elles sont incluses dans les données et influencer l'utilisation de leurs données, en donnant la priorité à une approche centrée sur l'humain pour garantir que les données sont utilisées pour le bien public. Le changement de pouvoir exige le respect, la solidarité, la responsabilisation, l'introspection et un espace pour dénoncer les pratiques préjudiciables.²⁶

²⁵ Pybus, Coté and Blanke (2015) 'Hacking the social life of Big Data,' *Big Data & Society*, 2(2) [en ligne]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1177/2053951715616649>; and Bhargava et al (2015) 'Beyond Data Literacy: Reinventing Community Engagement and Empowerment in the Age of Data,' *Data Pop Alliance* [en ligne]. Disponible sur : <https://datapopalliance.org/item/beyond-data-literacy-reinventing-community-engagement-and-empowerment-in-the-age-of-data/>

²⁶ Afadzinu, N. (2020) 'Going beyond Western models of value to shift the power' *Bond* [en ligne]. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/news/2020/01/going-beyond-western-models-of-value-to-shift-the-power>; and Richards, K. (2022) 'The practical and ethical implications of inclusive data' *Data Values Digest* [en ligne]. Disponible sur : <https://datavaluesdigest.substack.com/p/the-practical-and-ethical-implications?s=r>

L'intendance des données s'est imposée comme un moyen essentiel de gérer les défis, les opportunités et les risques des organisations et des systèmes axés sur les données.

Que l'intendance des données soit assurée par une personne, une entité unique ou une combinaison de personnes ou d'organisations, les responsables sont bien placés pour tenir compte des déséquilibres de pouvoir qui existent dans les systèmes de données. Qu'ils travaillent dans des entreprises privées, des instituts nationaux de statistique, d'autres services gouvernementaux ou des entités indépendantes, les responsables des données ont un rôle unique à jouer dans la promotion du pouvoir d'action dans les données, de la responsabilisation dans la gouvernance des données et de la mise en œuvre des données. Ils peuvent assumer la responsabilité de créer des partenariats avec des organisations de la société civile et des groupes communautaires, de réunir des comités et des groupes de travail pour examiner l'exclusion et les préjugés dans les données, de mettre en place des systèmes pour améliorer les compétences du personnel et créer des incitations à l'utilisation des données, et de créer des mécanismes participatifs de gouvernance des données et plaider en leur faveur.

Le projet Data Values imagine un monde où les gens peuvent être des acteurs plus égaux dans la production et l'utilisation des données qui affectent leur vie. Pour concrétiser cette vision, le livre blanc présente des recommandations détaillées pour des acteurs spécifiques, qui sont résumées ci-dessous.

Les ministères et les organismes publics:

- mettre en place des mécanismes permettant à la société civile et aux communautés de façonner les processus de collecte de données et de participer aux décisions sur la manière dont leurs données seront gérées.
- communiquer de manière transparente sur les lois et les politiques en matière de données et leurs implications, et donner l'exemple en se responsabilisant et en tenant les autres acteurs puissants responsables des pratiques préjudiciables liées aux données.
- investir dans les cadres, les compétences et les relations qui favoriseront une utilisation durable des données pour réduire les inégalités.

Les donateurs et les organisations internationales:

- accompagner les efforts de développement numérique par un soutien financier et technique aux gouvernements et aux organisations pour favoriser l'inclusion et la participation.

- créer et appuyer des mécanismes permettant d'écouter les communautés et d'établir des boucles de rétroaction en interne et dans leur assistance aux gouvernements et aux organisations.
- reconnaître que le développement numérique ne se limite pas aux outils et aux produits et investir massivement dans les compétences, les capacités et les partenariats afin de créer une culture d'utilisation des données.
- chercher à partager leurs connaissances et à aligner leurs priorités sur les plans de développement nationaux et chercher à mener à bien les initiatives existantes plutôt que d'entreprendre des activités faisant double emploi.

Les entreprises privées:

- reconnaître le pouvoir qu'elles exercent en tant que contributeurs actifs à un avenir équitable des données et prendre des mesures pour promouvoir des sociétés plus justes qui protègent les droits en matière de données des personnes et des communautés.
- s'engager dans des partenariats intersectoriels, fournir des données pour le bien social et mettre en place des approches participatives et centrées sur l'utilisateur pour créer des produits et des services qui ne renforcent pas les inégalités structurelles.
- développer des pratiques commerciales, des services et des produits qui correspondent aux aspirations et aux valeurs des personnes, qui ne sont pas extractifs et qui donnent aux personnes le pouvoir de déterminer comment leurs données sont utilisées.

Les organisations de la société civile:

- représenter les besoins, les intérêts et les idées des communautés en soutenant leur participation à la production et à la gouvernance des données.
- collecter et partager les données des personnes et des communautés, et utiliser les données pour tenir les gouvernements responsables de leur réactivité envers les communautés.
- jouer un double rôle de partenaires auprès des gouvernements, des donateurs, des organisations internationales, des entreprises privées et des militants qui militent pour une plus grande transparence et une plus grande responsabilité dans la production et l'utilisation des données.

Ensemble, ces groupes ont le pouvoir de créer et de favoriser des systèmes de données plus justes, depuis les étapes de la collecte jusqu'à l'utilisation et la réutilisation dans la prise de décision, qui libèrent le pouvoir des données pour tous.